HAL
open science

Les virtuoses de la violence. Remarques sur la privatisation du maintien de l'ordre en Indonésie contemporaine

Romain Bertrand

To cite this version:

Romain Bertrand. Les virtuoses de la violence. Remarques sur la privatisation du maintien de l'ordre en Indonésie contemporaine. 2004. hal-01065480

HAL Id: hal-01065480

https://sciencespo.hal.science/hal-01065480v1

Preprint submitted on 18 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES VIRTUOSES DE LA VIOLENCE. REMARQUES SUR LA PRIVATISATION DU MAINTIEN DE L'ORDRE EN INDONESIE CONTEMPORAINE[1]

Romain Bertrand
CERI-FNSP

INTRODUCTION. UNE ETHNOGRAPHIE HISTORIQUE DES FAITS DE VIOLENCE POLITIQUE

Dans la presse internationale comme dans les rapports des organisations multilatérales et des organismes de prévention de conflits[2], l'Indonésie de l'après-Suharto est devenue l'archétype d'un Etat « en faillite » (*failed state*), dont la perte de légitimité et d'efficacité ouvre la voie à toutes formes de violence sociale et politique. Le bilan est en effet accablant. Depuis le départ du pouvoir du président Suharto en mai 1998, les victimes de lynchages ou d'affrontements dits « inter-communautaires » se comptent par milliers, notamment aux Iles Moluques et à Kalimantan[3]. Pour rendre compte de cette flambée de violence, deux types d'explications ont été systématiquement avancés. L'explication culturaliste primaire rapporte la violence sociétale à un donné psycho-pathologique de la conscience collective : il existerait, tapie au cœur d'une atemporelle « culture malaise », une pulsion de folie guerrière, que les romanciers néerlandais de la fin du XIXème siècle avaient baptisée l'*amok*. L'explication culturaliste par l'*amok* avait été utilisée par les correspondants de presse pour interpréter les massacres anti-communistes de 1965-1966, qui avaient fait plusieurs centaines de milliers de victimes à Java et Bali en l'espace d'un semestre. Bien que les historiens aient depuis longtemps déjà démontré l'inanité de cette voie d'interprétation, qui tait les ressorts socio-

[1] Une version préliminaire de ce texte a été présentée dans le cadre du séminaire du groupe de recherche « Entreprises criminelles » animé au Centre d'études et de recherches internationales par Jean-Louis Briquet et Gilles Favarel.

[2] Pour un aperçu de cette littérature grise, qui recourt à une approche typologisante ultra-nominaliste, consulter Mohammad Zulfan Tadjoeddin, *Anatomy of Social Violence in the Context of Transition : the Case of Indonesia (1990-2001)*, Jakarta, United Nations Support facility for Indonesian recovery (UNSFIR), Working Paper 02-01 E, avril 2002.

[3] Pour une présentation chronologique des principales séquences de violence politique en Indonésie depuis 1998, on pourra se reporter à Olle Tornquist (ed.), *Political Violence. Indonesia and India in Comparative Perspective*, Oslo, University of Oslo : Center for Development and the Environment (SUM), SUM Reports 9-00, 2002.

économiques des massacres[4], elle n'en resurgit pas moins avec une inquiétante régularité sous la plume de commentateurs qui n'hésitent pas à comparer l'Indonésie d'aujourd'hui aux « âges sombres » du Moyen-Age européen[5]. L'explication fonctionnaliste met quant à elle l'accent sur le lien mécanique entre l'affaiblissement de l'Etat et l'intensification du caractère conflictuel des rapports sociaux : à Etat faible, société violente. Si l'explication fonctionnaliste possède quelque vertu heuristique pour ce qui concerne le regain d'activité des mouvements séparatistes au plus fort de la crise de changement de régime, elle néglige le caractère inévitablement contingent du passage à la violence, qu'atteste l'inégale répartition géographique et temporelle des séquences de conflit depuis la fin de l'Ordre Nouveau[6].

Recouvrer l'étiologie d'une situation de violence oblige à bâtir chaque fois un édifice interprétatif singulier : encore cette démarche est-elle le plus souvent d'ordre descriptif et non de nature explicative. Dans une perspective qui pourrait être dite d'ethnographie historique de la violence politique[7], on se propose d'insister ici sur l'un des déterminants sociologiques des situations de violence en Indonésie : l'existence, aux portes de l'Etat, d'un important groupe de professionnels (ou virtuoses) de la violence, c'est-à-dire d'individus pour qui l'exercice de la violence physique constitue un « métier » (une activité assurant rémunération et impliquant l'apprentissage de savoir-faire et de manières d'être spécifiques). Pour cela, il est nécessaire de rappeler, dans un premier temps, que le processus de formation de l'Etat en Indonésie depuis l'indépendance a favorisé l'émergence d'un mode de gouvernement indirect, qui a facilité les transactions entre l'appareil politico-administratif et l'univers de la petite et grande délinquance de droit commun.

---

[4] Pour une analyse historique des massacres anti-communistes de Bali, consulter Geoffrey Robinson, *The Dark Side of Paradise.Political Violence in Bali*, Ithaca, Cornell University Press, 1995, particulièrement pp. 235-272. Pour ceux de Java, relus à la lumière de l'opposition structurelle entre la paysannerie possédante musulmane et les journaliers agricoles encadrés par le Parti Communiste Indonésien, consulter Hermawan Sulistyo, *Palu Arit di Ladang Tebu. Sejarah pembantaian massal yang terlupakan (1965-1966)* (« Le marteau et la faucille dans le champ de canne à sucre. Histoire d'un massacre oublié (1965-1966) »), Jakarta, Kepustakaan Populer Gramedia, 2000, particulièrement pp. 231-243 pour une critique de l'explication culturaliste.

[5] Une journaliste du quotidien *El Pais* expliquait ainsi fin 1998 qu'à Java l'on « brûlait les chats » pour conjurer la sorcellerie : pure projection fantasmatique !!

[6] On trouve une excellente critique des approches culturalistes, fonctionnalistes et économicistes de la violence en Indonésie dans John Sidel, « Riots, Church Burnings, Conspiracies. The Moral Economy of the Indonesian Crowd in the Late Twentieth Century », dans Ingrid Wessel et Georgia Winmhöfer (eds.), *Violence in Indonesia*, Hambourg, Abera Verlag Markus Voss, 2001, pp. 47-63. Pour une critique politique de l'idée de "culture de la violence", se reporter à Elizabeth Fuller Collins, « Indonesia, A Violent Culture ? », *Asian Survey*, volume XLII, n° 4, juillet-août 2002, pp. 582-604.

[7] Cet article prolonge l'interrogation sur les cas de lynchage à Java amorcée dans Romain Bertrand, *Indonésie, la démocratie invisible. Violence, magie et politique à Java*, Paris, Karthala, 2002, particulièrement pp. 85-101.

1. LA CRIMINALISATION DE LA DISSIDENCE SOUS L'ORDRE NOUVEAU

La question des relations troubles entre l'appareil politico-administratif et le monde du crime a souvent été explorée dans les travaux d'histoire sociale et politique de l'Indonésie contemporaine. Cette historiographie fut toutefois longtemps une historiographie délinquante, en ce sens que la version du fonctionnement du pouvoir d'Etat qu'elle proposait n'avait pas droit de cité dans les universités ni les médias nationaux. L'Ordre Nouveau (1966-1998) du Président Suharto était un régime autoritaire, qui abritait une « ambition totalitaire » de pleine emprise sur la vie sociale et intellectuelle[8]. Il tirait son principal argument de légitimité d'un immense mensonge fondateur : régime « de la vraie révolution », il avait arraché le pays à la menace de la prise violente du pouvoir par le Parti Communiste Indonésien (PKI) en 1965. Le massacre de près d'un million de militants et sympathisants présumés du PKI en 1965-1967, avalisé et orchestré par la faction conservatrice de l'armée de terre dirigée par Suharto, n'eut pas seulement pour conséquence de modifier radicalement les équilibres politiques de la société indonésienne. Il donna lieu à un gigantesque effort de propagande qui priva le pays, durant plus de trois décennies, de toute possibilité de réflexion critique sur sa propre histoire. Les accointances précoces de l'armée avec la pègre dans les maquis républicains de Java (de 1945 à 1949) étaient bien évidemment passées sous silence, tout comme la dérive criminelle de certaines unités militaires dans les années 1950[9].

Le régime s'appropria le monopole de la production de mémoire et d'histoire, par des avancées hégémoniques successives que signalaient la réorganisation des musées et des lieux de mémoire, la réécriture des manuels scolaires et la diffusion d'une littérature bon marché peignant l'« Ordre Ancien » de Sukarno (1949-1967) sous les traits d'une ère de ténèbres et le PKI sous ceux d'une meute criminelle. Les femmes de l'un des mouvements-satellites du PKI, les *Gerwani*, furent ainsi représentées comme des harpies s'adonnant à d'horribles orgies sexuelles au cours desquelles elles sectionnaient puis ingéraient les organes génitaux de leurs victimes toujours vivantes, sur le mode d'une réactivation de l'imaginaire kalique inspirant les pratiques de magie noire[10]. Un régime de censure d'une incroyable sévérité se mit en place, dont les intellectuels proches du PKI et des partis socialistes furent les premières victimes. L'écrivain Pramoedya Ananta Toer fut ainsi détenu d'octobre 1965 à décembre 1979 au motif

[8] Richard Tanter, "The Totalitarian Ambition. Intelligence Organizations and the Indonesian State", dans Arief Budiman (ed.), *State and Civil Society in Indonesia*, Melbourne, Monash Papers on Southeast Asia n°22, 1990.

[9] Sur l'économie criminelle de certains maquis républicains de Java, lire Benedict Anderson, *Java in a Time of Revolution. Occupation and Resistance, 1944-1946*, Ithaca, Cornell University Press, 1972. Pour un éclairage sur les activités économiques illicites de l'armée dans les années 1950, et en particulier de la Division Diponegoro alors commandée par Suharto, consulter Robert Elson, *Suharto. A Political Biography*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, particulièrement pp. 60-65.

implicite de sa proximité avec les « thèses marxistes-léninistes »[11]. Outre qu'on ne pouvait impunément contester l'historiographie officielle, et que toute tentative de décrire et documenter les liens précoces entre l'armée et le monde du crime valait un aller simple pour la prison de Cipinang ou les camps-mouroirs de l'île de Buru, le régime se constitua en seul et unique énonciateur de la légalité et de la normalité sociale.

2. LES IMAGINAIRES SOCIAUX ET POLITIQUES DE L'ACTIVITE CRIMINELLE

2.1. Les figures antinomiques du jago *et du* preman

Dans *A New Criminal Type in Jakarta*, James Siegel soutient ainsi que l'Ordre Nouveau fit plus que s'ériger en Etat contre un crime défini comme déviance politique : il se pensa comme étant lui-même d'une nature criminelle – comme un Etat-*preman* appartenant au même ordre de puissance mystique que les grands criminels auxquels les récits populaires prêtent souvent des savoirs occultes[12]. Le terme *preman*, qui désigne aujourd'hui les petits criminels qui « tiennent » les marchés et les stations de bus, a une généalogie complexe. il aurait désigné jusqu'aux années 1930 les « hommes libres » (*vrij man*), puis dans les années 1950-1970 les signes extérieurs de l'autorité policière (et notamment l'uniforme)[13]. Le terme recouvre aussi de nos jours l'idée de « débrouillardise », d'esquive rusée de la loi, propre aux parlers imagés des quartiers pauvres des grandes villes[14]. L'affirmation de James Siegel selon laquelle l'Etat prit pour modèle de son autorité la puissance létale des *preman* pourrait n'être que rhétorique si elle ne se soutenait pas de deux séries de faits. D'une part, on voit émerger dans la presse nationale des années 1980 et 1990 une catégorie nouvelle d'agissements criminels, désignée par le mot *kriminalitas*. Dans ces récits de faits divers, la notion de *kriminalitas* apparaît distincte de la notion de *kejahatan* (la criminalité comme transgression de la loi) en ce qu'elle implique le franchissement d'un point de non-retour dans la violence infligée à la victime (viol, torture, mise

---

[10] Sur l'histoire des *Gerwani* et de leur diabolisation par l'Ordre Nouveau, consulter Saskia Eleonora Wieringa, *Penghancuran Gerakan Perempuan di Indonesia* (« L'anéantissement du mouvement féministe en Indonésie »), Jakarta, Garba Budaya, 1999, chapitres 9 et 10.

[11] Pramoedya Ananta Toer a raconté ses dix ans de détention dans les camps mortifères de l'île de Buru dans un recueil de textes publié sous le titre *Nyanyi sunyi seorang bisu. Catatan-catatan dari Pulau Buru* (« La chanson silencieuse d'un homme muet. Notes de l'île de Buru »), Jakarta, Lentera, 1995. Pour une introduction à l'œuvre de Pramoedya, on pourra consulter Henk Maier, « Flying a Kite : The Crimes of of Pramoedya Ananta Toer », dans Vicente L. Rafael (ed.), *Figures of Criminality in Indonesia, the Philippines and Colonial Vietnam*, Ithaca, Cornell University Press, 1999, pp. 231-258.

[12] James Siegel, *A New Criminal Type. Counter-Revolution Today*, Durham, Duke University Press, 1998.

[13] Sur ce point, lire Loren Ryter, « *Pemuda Pancasila*. The Last Loyalist Free Men of Suharto's New Order », *Indonesia*, n° 66, octobre 1998, pp. 45-74.

[14] Ruddy Agusyanto, « Preman adalah Profesi », *Gatra*, n° 25, mars 1995, p. 20.

à mort) : elle est annihilation de la morale, brusque et inexplicable déferlement de haine qui s'abat de façon aléatoire sur tout un chacun. Imprévisible et incontrôlable, la *kriminalitas* devient inexplicable. Le *kriminal*, à la différence du *jago*, le « coq de quartier », n'est pas mû seulement par l'appât du gain. Il ne s'arrête pas à l'acquisition de la richesse d'autrui : ce n'est pas un simple voleur comme tous les *kampung* (quartiers) en abritent. On ne peut donc pas avoir prise sur lui : il est une puissance (de mort) en dernier ressort.

En ce sens, le *kriminal* est l'exacte antithèse du *jago*. Henk Schulte-Nordholt et Margreet van Till rappellent en effet que le *jago*, le « coq de combat » du village (c'est-à-dire le petit truand rural prompt à « rouler des mécaniques »), était à l'époque coloniale un rouage essentiel des systèmes de pouvoir locaux. Chaque village ou *desa* avait « son » ou « ses » *jago*, connus de tous par leur nom ou leur surnom. Les chefs de village les utilisaient fréquemment comme milice civile, leur confiant la surveillance nocturne des rizières et des vergers, tandis que la police néerlandaise les rémunérait au titre d'« informateurs » (*weri*). « Le *jago* était partie intégrante de la structure coloniale de pouvoir »[15]. Au terme d'un pacte tacite, le *jago* n'opérait jamais dans sa communauté d'appartenance, mais la protégeait (dans la mesure du possible) de ses semblables. Un proverbe javanais dit ainsi : « ne déféquez pas dans votre propre chambre » (*aja ngising ing khamaré dhewé*)[16]. Le *jago*, à la différence du *kriminal* de l'Ordre Nouveau qui est toujours considéré comme un étranger ou un inconnu, reste un membre à part entière du village ou du quartier : il est « connu de tous » et n'hésite jamais à signer ses méfaits pour accroître sa gloriole. Le *jago* est un « méchant garçon » qui peut rendre de précieux services à la communauté, en mettant à la disposition de cette dernière sa maîtrise des techniques de violence (et notamment des arts martiaux du *pencak silat*)[17]. Par contraste, le *kriminal*, figure propre à des imaginaires *urbains* taraudés par la question de l'anonymat, échappe à tous les systèmes de reconnaissance sociale. Il n'a pas d'« origines », ne peut clairement énoncer son *asal-usul* (au sens de généalogie et de provenance géographique). L'opposition entre la figure du *jago*, le voyou d'antan qui respectait un code d'honneur, et le *preman*, le « criminel sans morale » d'aujourd'hui, est particulièrement apparente dans les propos d'un avocat javanais, recueillis en 1996 par John Pemberton :

> « Bien sûr, je n'ai pas une connaissance de première main des temps plus anciens, mais on entend souvent dire qu'avant il y avait des voleurs, des cambrioleurs, des pickpockets dans les marchés, ce genre de choses. Et pour la plupart ils essayaient simplement de gagner

[15] Henk Schulte-Nordholt et Margreet van Till, "Colonial Criminals in Java, 1870-1910", dans Vicente L. Rafael (ed.), *Figures of Criminality in Indonesia*, op. cit., pp. 47-69. Consulter aussi Henk Schulte-Nordholt, "The *Jago* in the Shadow. Crime and Order in the Colonial State in Java", *Review of Indonesian and Malaysian Affairs*, vol. 25, Hiver 1991, pp. 74-91.

[16] Cité par un avocat dans John Pemberton, "Open Secrets. Excerpts from Conversations with a Javanese Lawyer and a Comment", dans Vicente L. Rafael (ed.), *Figures of Criminality in Indonesia*, op. cit., p. 195.

[17] Sur l'apprentissage des arts martiaux javanais, qui sont tout autant techniques du corps que savoirs mystiques, consulter Jean-Marc De Grave, *Initiation rituelle et arts martiaux. Trois écoles de* kanuragan *javanais*, Paris, L'Harmattan, Cahiers d'Archipel n° 33, 2001.

> leur vie, de satisfaire leurs besoins élémentaires. Bien sûr, certains aimaient le luxe, mais de façon générale cela avait à voir avec les produits de première nécessité. C'est ce qu'on m'a dit. Mais les criminels d'aujourd'hui, la question n'est certainement pas pour eux de gagner leur vie. Pas du tout : ce qu'ils veulent, eux, c'est jeter l'argent par les fenêtres, en mettre plein la vue, se saoûler, jouer aux jeux de hasard. [Les criminels d'antan,] ce sont ceux que j'appellerais les « purs criminels » (*kriminal murni*) comme les *maling* [mot javanais désignant un voleur]. Mais les autres, là les frontières se brouillent. Peut-être qu'il faudrait leur trouver un nom plus adéquat. Comme collecteurs de dettes, peut-être. […] Il y a un proverbe qu'utilisaient autrefois les voleurs : « ne déféquez pas dans votre propre chambre ». Mais maintenant, il y a une tendance à opérer près de chez soi, dans son propre territoire. Et ils ne sont pas gênés du tout de faire ça. »[18]

2.2. Les mythologies de l'activité criminelle

Cet imaginaire contemporain de la *kriminalitas* appelle par contraste un éloge du bon bandit, du « bandit d'honneur » qui se met au service du village lorsque celui-ci est agressé et qui ne dépouille que les riches hautains. On trouve déjà trace de cette mythologie de l'activité criminelle dans les premières décennies du 19ème siècle. Dans les années 1830, au lendemain de la terrible Guerre de Java (1825-1830) qui venait de signer la fin des royautés autonomes de l'île, certains bandits de grand chemin de la région de Banten se bâtirent une légende de champions de la lutte anti-coloniale. Leurs méfaits (cambriolages, extortion de fonds) étaient présentés dans des libelles anonymes comme des actes de résistance à l'encontre du pouvoir néerlandais et de sa politique de transformation de l'île en colonie de plantations. Il leur était prêté des pouvoirs surnaturels, comme la maîtrise des magies d'invulnérabilité[19]. Les artisans d'une lecture culturaliste de la violence politique en Indonésie rappellent dans le même sens que les grandes chroniques palatines de l'ère précoloniale insistent sans fards sur la cruauté propre à l'exercice de l'autorité royale. Si le souverain javanais doit prouver la légitimité de ses prétentions au droit de commandement par la pratique d'exercices d'ascèse, il lui faut être sans pitié lorsque vient le temps de la punition des traîtres et de l'extermination des ennemis. On sait que l'art javanais de la guerre, particulièrement au temps du royaume de Mataram, ne s'embarrassait pas de considérations humanitaires : la conquête de la cité-Etat de Surabaya par Sultan Agung en 1625 se fit par l'empoisonnement de la rivière des assiégés au moyen de cadavres d'animaux en décomposition et les exécutions massives étaient de mise après les redditions[20]. Dans les travaux d'histoire indonésienne contemporaine, c'est plutôt la période coloniale néerlandaise, et tout particulièrement la séquence de ''l'Etat de conquête'' (1816-1912), qui est présentée comme la matrice des pratiques de violence contemporaines[21].

---

[18] John Pemberton, "Open Secrets…", art. cit., pp. 194-195.
[19] Sartono Kartodirdjo, *The Peasants' Revolt of Banten in 1888. Its Conditions, Courses and Sequels. A Case Study of Social Movements in Indonesia*, s'Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1966, pp. 116-119.
[20] Sur les arts militaires javanais du 16ème au 18ème siècle, consulter B. J. O. Schrieke, *Indonesian Sociological Studies*, La Haye, Van Hoeve, 1957, volume II, pp. 121-152.
[21] Henk Schulte-Nordholt, « A Genealogy of Violence », dans Freek Colombijn et Thomas Lindblad (eds.), *Roots of Violence in Indonesia*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 2002, pp. 33-61.

Pour expliciter, voire même justifier la proximité de l'Etat et du monde du crime, il est encore fait appel, dans la littérature culturaliste, à la figure du bandit-souverain. La légende de Ken Angrok (Ken Arok), qui a inspiré de nombreux poètes et romanciers indonésiens[22], constitue l'archétype de ces récits de *voleurs-devenus-rois* qui insistent sur la part de violence inhérente à la conquête et à l'exercice du pouvoir. Dans le *Pararaton*, chronique dynastique composée à la fin du 15ème siècle, Ken Angrok est présenté comme un simple fils de paysans qui, à l'adolescence, se fait voleur de grand chemin et mène une vie de turpitudes. Il entre au service du gouverneur de la province de Tumapel, Tungul Ametung, qu'il assassine et dont il épouse la veuve, Ken Dedes, la « femme au ventre de flammes »[23]. Sous son règne à la tête du royaume de Singasari (1222-1227)[24], l'île de Java, scindée depuis la mort du roi Airlangga entre deux dynasties rivales (celle de Kediri à l'Est et celle de Janggala à l'Ouest), se trouve enfin réunifiée. Ken Angrok est assassiné par le fils légitime de Tungul Ametung et de Ken Dedes en 1227[25]. La mobilisation de cet imaginaire de l'accession au pouvoir par le crime est au cœur de stratégies de justification de l'exercice violent de l'autorité.

3. LA SECURITE DANS LE *KAMPUNG* : LE ROLE DES MILICES CIVILES DANS LES DISPOSITIFS DE SURVEILLANCE ET DE MAINTIEN DE L'ORDRE

3.1. La paranoïa sécuritaire de l'Ordre Nouveau

L'argumentaire culturaliste, qui tente de rapporter des pratiques de violence éloignées dans le temps à un même canevas anhistorique d'attentes et d'idées, sous-estime gravement les périodes de rupture profonde dans l'organisation des systèmes de pouvoir. Dans le dernier tiers du 19ème siècle et les premières décennies du 20ème, la « modernisation coloniale » de l'Insulinde fit franchir un palier qualitatif aux techniques de la répression policière[26]. De la même

[22] On pense ici tout particulièrement à *Ken Angrok dan Ken Dedes* de Muhammad Yamin (1902-1963), une nouvelle publiée en 1934.

[23] Il existe plusieurs traductions néerlandaises classiques du *Pararaton*. L'une des plus fréquemment utilisées est celle de J. L. A. Brandes, *Pararaton (Ken Arok) of het Boek der Koningen van Tumapel en van Majapahit* (« Le *Pararaton* ou le Livre des Rois de Tumapel et de Majapahit »), *Verhandelingen van het Koninglijk Bataviaasch Genootschap van Kunsten en Wetenschappen*, XLIX, 1897. La légende de Ken Angrok se trouve aux pages 61-65 de la traduction de Brandes.

[24] Ken Angrok prit pour nom de royauté Sri Ranggah Rajasa.

[25] Pour un aperçu de la légende de Ken Angrok telle que rapportée par le *Pararaton*, consulter B. Schrieke, *Indonesian Sociological Studies*, op. cit., volume II, pp. 8-10, 20-22, 70-74. Pour un résumé de l'histoire du royaume de Singasari (1222-1292), consulter G. Coedès, *Les Etats hindouisés d'Indochine et d'Indonésie*, Paris, De Boccard, 1989 (1948), pp. 338, 341.

[26] Rudolf Mrazek met en exergue ces perfectionnements des techniques d'encadrement policier en Insulinde coloniale et leurs implications pour les imaginaires nationalistes javanais en gestation dans *Engineers of Happy Land. Technology and Nationalism in a Colony*, Princeton, Princeton University Press, 2002

façon, le régime de l'Ordre Nouveau, en consacrant l'arrivée au pouvoir d'une élite militaire qui envisageait de gérer la nation comme une caserne, instaura un type nouveau de violence d'Etat : une violence « bureaucratisée », exercée à tous les niveaux de l'appareil administratif et donc sur une échelle et selon des modalités inconnues auparavant à Java. Sous l'Ordre Nouveau, le pouvoir exécutif circonscrivit en termes politiques le domaine de la criminalité. Aux côtés des voyous de village et des caïds de quartier prirent place, sur la liste indéfiniment extensible des figures de l'« instabilité sociale », les ex-communistes (*eks-PKI*, *eks-TAPOL*, de *tahanan politik*, « prisonnier politique »). A partir de 1967, l'Etat organisa des campagnes de « nettoyage de l'environnement » qui se transformèrent, dans les villages, en de gigantesques chasses aux gens sans feu ni lieu[27]. Vagabonds, délinquants et militants communistes furent jetés par dizaines de milliers dans les prisons et les asiles. Outre les décrets anti-communistes de 1966[28], la Loi anti-subversion de 1968 autorisa la détention préventive de tous les individus suspectés de vouloir « porter atteinte à l'intégrité de l'Etat ». Le nouveau Code de procédure criminelle (KUHAP) de 1981 préserva certes nominalement les droits de la défense. Mais l'administration de la justice échappait *de facto* aux autorités civiles dès lors que la notion d'« activités subversives » était invoquée. Le Commandement pour la Restauration de l'Ordre et de la Sécurité (KOPKAMTIB), institué par Suharto en 1968 pour coordonner les interventions des unités spéciales de l'armée de terre, fut aboli en 1988 mais remplacé aussitôt par un instrument équivalent : le BAKORSTANAS[29] ou Agence pour la Coordination [des Opérations de Maintien de] la Stabilité Nationale. Comme le souligne Daniel Lev :

> « On alloua au KOPKAMTIB une vaste autorité discrétionnaire, que ne bornaient pas même les règles de procédure publique, pour traiter de toutes les affaires ayant trait à des questions de sécurité. Dans les termes des politiques publiques de l'Ordre Nouveau, ceci signifiait tant la sécurité politique (définie de manière très restrictive) que la sécurité des politiques économiques (c'est-à-dire le contrôle de la force de travail), entendue de façon extensive. Cette conception propre du crime englobait tout type d'opposition et de démonstrations, toute critique virulente (par des personnes ou organisations privées, par la presse), tout effort d'organisation syndicale ou d'expression claire du mécontentement ouvrier jugés potentiellement menaçants par les dirigeants du régime. »[30]

L'Ordre Nouveau vécut ainsi dans un état permanent d'exception juridique, motivé par la nécessité de se protéger d'une résurgence de la menace communiste. Cette résilience du danger du communisme insurrectionnel était attribuée au « désir de vengeance » des individus ayant échappé aux opérations répressives de 1965-1967. Habité d'une véritable paranoïa

[27] Sur ces campagnes de *bersih lingkungan*, consulter Rob Goodfellow, *Api dalam sekam. The New Order and the Ideology of Anti-Communism*, Clayton, Monash University, 1995.
[28] Le PKI fut banni et les « enseignements marxistes-léninistes » prohibés par le Décret Présidentiel n° 1/3/1966 du 12 mars 1966.
[29] Le BAKORSTANAS fut lui-même dissous en 1999, à la suite de l'annonce par l'armée de terre de l'abolition de sa fonction socio-politique (*fungsi sospol*) de répression intérieure.
[30] Daniel Lev, "The Criminal Regime : Criminal Process in Indonesia", dans Vicente L. Rafael (ed.), *Figures of Criminality in Indonesia*, op. cit., p. 187.

sécuritaire, le régime confia à ses idéologues, tel le sinistre Ali Murtopo, le soin d'énoncer une doctrine de la « stabilité nationale » qui avait pour corollaire la criminalisation tous azimuts de la dissidence politique et syndicale. Puisque le crime était du côté de la société, il fallait mailler celle-ci d'une myriade de points de contrôle. L'armée et la police étaient conjointes en un seul instrument sécuritaire, baptisé ABRI[31]. L'armée se reconnaissait une « double fonction » (*dwifungsi*) : de défense du territoire contre les « menaces extérieures », et de protection de la nation contre les « menaces intérieures ». Cette dernière fonction, dite « sociopolitique », incluait une mission de renseignement politique.

A chaque niveau de l'édifice militaire, du Commandement de Rayon (*KORAMIL*) jusqu'au Commandement Régional (*KODAM*) [32], les officiers de liaison du service de renseignement des armées (BAIS), appelés « assistants de renseignement », tenaient à jour des « cartes d'opérations ». Sur ces cartes, des milliers de signes enchevêtrés rendaient compte de la « situation en termes d'ordre et de sécurité publics ». Le moindre fait divers de la vie sociale trouvait une traduction graphique. Les cas de soulèvement paysan et de grève dans les usines, le nombre d'*eks-PKI* et de criminels récidivistes, le nombre d'églises et de mosquées, les cas de vol, de pillage et d'incendie volontaire étaient recueillis au niveau des districts et agrégés sur les cartes des assistants de renseignement. Aucune activité sociale ne devait rester hors de portée de l'Etat. Pour postuler à un emploi, il fallait ainsi demander un « Certificat de Bon Comportement » au poste de police. Du chef de quartier aux commandements militaires régionaux, des milices de résidents patrouillant à la nuit tombée aux escadrons anti-émeutes de la police, des « auxiliaires civils de sécurité » jusqu'aux unités spéciales de l'armée de terre, partout on guettait la menace spectrale de la résurgence de l'extrême-gauche. L'exigence d'ubiquité répondait aux mutations supposées de la menace communiste. Celle-ci transitait à présent par des « organisations sans forme », les OTB (*Organisasi Tanpa Bentuk* : expression qualifiant tous les réseaux clandestins, qu'ils soient de nature étudiante ou syndicale). Il fallait ne concéder à cet ennemi sans forme aucune portion, fût-elle infinitésimale, du territoire social.

3.2. Les Satpam *et les* Hansip

La militarisation programmée de la vie sociale se traduisit par la mise en place de nombreux dispositifs de surveillance associant acteurs publics et acteurs privés – c'est-à-dire les membres de l'appareil sécuritaire de l'Etat d'une part, et des milices civiles de l'autre. Certains de ces dispositifs avaient été institués durant la période d'occupation japonaise de

[31] ABRI : acronyme de *Angkatan Bersenjata Republik Indonesia*, Forces armées de la République d'Indonésie.
[32] Rappelons les différents niveaux de la structure territoriale par paliers de l'armée indonésienne : le KODAM ou *Komando Daerah Militer*, le KODIM ou *Komando Distrik Militer*, le KOREM ou *Komando Resort Militer* et le KORAMIL ou *Komando Rayon Militer.* Un *rayon militer* couvre un ou plusieurs quartiers.

Java, de 1942 à 1945[33]. C'est le cas des Unités de Voisinage (*Rukun Tetangga* ou RT) et des Unités de Résidence (*Rukun Warga* ou RW), qui sont de parfaits décalques des *tonari gumi* caractéristiques du système municipal nippon. D'autres, comme les « rondes de nuit » (*ronda malam*), existaient déjà à l'époque coloniale néerlandaise[34]. L'Ordre Nouveau les réactiva en les insérant dans un vaste système dit de « Sécurité de l'Environnement » : le *Sistem Keamanan Lingkungan* ou *Siskamling*. Ce « système » était articulé à la fonction territoriale de l'armée de terre. Le Chef d'une Unité de Voisinage (la plus petite unité administrative, généralement composée d'une allée de maisonnées) devait organiser des « rondes de nuit », effectuées par des équipes de chefs de famille. Aujourd'hui encore, ces patrouilles nocturnes arpentent les rues du quartier pour vérifier que nul individu suspect ne rôde aux abords des maisons. Tout « étranger » est immédiatement sommé de présenter sa carte d'identité. S'il ne s'exécute pas à l'instant, il est considéré comme un voleur et passé à tabac avant d'être conduit au poste de police, le plus souvent dans un piteux état. Dans un village, l'un des bruits nocturnes les plus aisément reconnaissables est le son aigu (passablement exaspérant…) produit à intervalles réguliers par ces gardiens de nuit lorsqu'ils frappent avec un objet métallique les poteaux électriques ou les grilles en fer des habitations, afin d'indiquer leur passage et de signifier que « tout va bien ». On peut prendre la mesure de la violence que peuvent exercer ces patrouilles de résidents à travers un court article de presse qui relate un tragique incident, survenu en octobre 1998 dans une ville moyenne de l'est de Java :

> « Lundi matin, 19 octobre, un groupe d'habitants du quartier de Kebalen, situé de part et d'autre de la rue de la Veuve à Malang, ont abattu[35] un jeune homme de 27 ans nommé Supriono, qui résidait rue Kresna et qui était accusé d'être un Ninja [un agresseur]. La victime était connue pour être depuis l'enfance un simple d'esprit. Supriono, après avoir été surpris alors qu'il sommeillait dans une maison de prière de Kebalen, a été mis à mort par les habitants car, interrogé sur ses origines, il n'a pas apporté de réponse exacte. Au moment où deux agents de police de Kedungkandang venaient de soustraire Supriono à la folie meurtrière de la foule, Bambang, l'un des membres de sa famille, a tenté d'expliquer aux résidents que son frère était juste un peu simplet. Mais la foule a poursuivi le malheureux et l'a arraché à l'escorte. Les deux policiers n'ont pas réussi à échapper au déluge de coups et souffrent de nombreuses blessures. Après avoir détaché Supriono de ses gardes, la foule l'a copieusement passé à tabac, puis lui a fait rendre l'âme à coups d'armes blanches. Le corps de la victime a été peu après traîné jusqu'au Poste de Police de Secteur de Kedungkandang. La foule s'est immédiatement massée devant le bâtiment et n'a

[33] Il ne faut en effet pas oublier que l'Occupation Japonaise fut une intense période de mobilisation politique de la population de Java. Au nom de l'idéologie de la Grande Asie, l'occupant japonais se présenta comme une force de libération du joug colonial et favorisa la diffusion des thèses nationalistes. Un grand nombre d'associations de jeunesse et d'organismes paramilitaires furent créés, comme le Mouvement de la Jeunesse (*Seinendan*), la Milice civile (*Keibodan*) et le corps des Défenseurs de la Patrie (*PETA*, de *Pembela Tanah Air*). Plus d'un million d'adolescents participèrent aux activités de la *Keibodan*. Ces milices et corps paramilitaires furent, à partir du 15 août 1945 (date de la capitulation du Japon), la matrice des maquis républicains armés qui luttèrent contre le retour des troupes néerlandaises. On peut donc dire que l'Occupation Japonaise a été une séquence cruciale du processus de "milicianisation" de la vie politique.

[34] Le système de *ronda malam* est souvent mentionné dans la littérature et les rapports administratifs néerlandais de la fin du XIXème siècle.

[35] Littéralement : « abattu comme un animal de boucherie » (*dibantai*).

commencé à se disperser qu'à l'arrivée de l'ambulance, venue évacuer le cadavre afin de lui faire subir une autopsie à l'Hôpital Central de Malang. » [36]

On trouve par ailleurs, sur chacune des voies d'accès au quartier, des *pos kamling*[37], c'est-à-dire des « postes de sécurité » (acronymes de *pos keamanan lingkungan* ou « postes de sécurité de l'environnement »). Dans ces petites guérites en bambou de quelques mètres carrés, souvent peintes aux couleurs du treillis militaire, des équipes d'« auxiliaires civils de sécurité », les *hansip* (acronyme de *Pertahanan sipil* ou Sécurité civile), surveillent les allées-et-venues, attentifs aux « mouvements suspects ». Dans chaque poste de sécurité est installé un *kentongan* : un tronc d'arbre évidé, fendu de haut en bas. Suspendu au plafond, le *kentongan* résonne comme un gong lorsqu'on le frappe avec un maillet de bois. En cas de « menace » (soit une catastrophe naturelle, soit la présence de voleurs), les vigiles font retentir le *kentongan*. La vie dans le village s'arrête aussitôt, et les habitants convergent vers la place centrale pour s'enquérir de la nature exacte du danger et s'organiser pour y faire face. Comme le souligne Joshua Barker dans sa remarquable étude du Système de sécurité de l'environnement à Bandung, la ronde de nuit et le *kentongan* sont des dispositifs de surveillance qui, bien que susceptibles d'être articulés à l'action répressive de l'Etat, témoignent d'une réelle capacité autonome de mobilisation de la part des habitants d'un quartier[38]. Même les *hansip* sont rémunérés directement par les habitants du *kampung* : ils doivent chaque mois quêter de porte en porte leur salaire, ce qui les ancre dans la communauté locale (pour le meilleur et pour le pire). Pourtant, s'ils dépendent financièrement des résidents, les *hansip* conservent des liens particuliers avec la police, qui les inspecte régulièrement.

Les lieux publics (bâtiments administratifs, stations de train et de bus) et les entreprises sont également surveillés par des « gardes de sécurité », appelés *satpam* (acronyme de *Satuan pengamanan* ou Unité de Sécurité). Dans le « système de sécurité de l'environnement » mis en place au milieu des années 1980 à l'initiative du Chef de la police Awaloedin Djamin, les *satpam* sont obligés de suivre des enseignements dispensés par une section de la police nationale appelée BIMMAS (*Bimbingan Masyarakat,* littéralement Direction de la Société). Ce n'est qu'au terme de ces cours sommaires, qui durent de un à trois mois, que les *satpam* reçoivent leur matricule et leur « uniforme » – composé d'un pantalon noir et d'une chemise blanche estampillée *SATPAM* sur les épaules et au niveau de la poche gauche. Théoriquement, les *satpam* doivent suivre chaque semaine un entraînement supplémentaire au poste de police. Leur salaire mensuel leur est versé directement par l'entreprise dont ils assurent la protection.

[36] « Tersangka Ninja ditebas kepalanya di Malang », *Suara Pembaruan*, 20 octobre 1998. Pour d'autres récits de mise à mort d'« étrangers » par des groupes de villageois, et pour une tentative d'interprétation de ces récits, se reporter à Romain Bertrand, *Indonésie, la démocratie invisible*, op. cit., pp. 87-96.

[37] A partir de 1996, le régime institua en outre des "postes commandos" ou *posko*. Ces derniers remplissaient la même mission de surveillance que les *poskam*.

[38] Joshua Barker, "Surveillance and Territoriality in Bandung", dans Vicente Rafael (ed.), *Figures of Criminality in Indonesia*, op. cit., pp. 95-127.

Ils peuvent en outre obtenir de nombreux pourboires (de 1 000 à 5 000 roupies) en rendant de menus services aux usagers : les aider à trouver une place de parking, surveiller leur véhicule, porter leurs colis ou héler pour eux un taxi. Autrement dit, les *satpam* sont des gardes privés formés par la police (qui continue à les utiliser comme informateurs) mais rémunérés par leurs employeurs. Le caractère paradoxal de leur position professionnelle est bien résumé dans les propos du chef de la division BIMMAS de la police de Jakarta :

> « Un membre des *Satpam* a deux « têtes » : l'entreprise, la demeure ou le bureau qui l'emploie, et la Police qui assure son entraînement. Etre dans les *Satpam* est une profession. Les membres des *Satpam* ne sont pas des volontaire de patrouilles de nuit (*tukang ronda malam*), ni même des veilleurs de nuit (*centeng*). Ils ne se contentent pas d'ouvrir la porte aux gens qui entrent dans un immeuble. Ce que les *Satpam* font, basiquement, c'est le travail de la Police. C'est pourquoi nous les formons et c'est pourquoi ils sont comptables de leurs actes devant nous. »[39]

3.3. La contre-guérilla urbaine : les opérations de « nettoyage de l'environnement »

Lorsque la police procède, en prévision de la venue d'un important personnage officiel, à des opérations dites de « Discipline Nationale » – qui ont pour finalité de vider les rues de la foule bariolée des commerçants à la sauvette et des mendiants afin de ne pas indisposer le regard d'un Général ou d'un Ministre – elle fait appel aux équipes de *satpam*. A Bandung, c'est une unité de la police baptisée TIBUM (de *Penertiban Umum* : Ordre Public), qui gère ces interventions « coup de poing ». La TIBUM est placée directement sous l'autorité du conseil municipal. A Jakarta, il semble que les opérations de déguerpissage soient menées sous le contrôle d'unités militaires, et notamment des *Arhanud KOSTRAD* – une division des Forces de Réserve Stratégiques de l'armée de terre réputée pour sa brutalité à l'encontre des gens de la rue[40]. Régulièrement, les grappes de taudis accrochés sous les ponts en bordure de la route à péage menant à l'Aéroport International Soekarno-Hatta sont rasés par les bulldozers sous l'œil impavide des badauds et des soldats[41]. Les abords de cette route sont le premier fragment de paysage urbain qui s'offre au regard des touristes étrangers : il importe donc qu'ils soient régulièrement « nettoyés ». Le Gouverneur de Jakarta, le Major-général Sutiyoso, est d'ailleurs un habitué des opérations de contre-guérilla urbaine, puisqu'il a fait l'essentiel de sa carrière dans les forces spéciales de l'armée de terre, les *Kopassus*, dont il est devenu le Commandant en chef adjoint. Son approche « eugéniste » de l'espace urbain répond aux attentes des classes moyennes de la capitale, effrayées par la montée supposée de la criminalité violente.

---

[39] Entretien publié dans *The Jakarta Post*, 13 octobre 1996, cité dans Joshua Barker, "State of Fear : Controlling the Criminal Contagion in Suharto's New Order", dans Benedict R. O. G. Anderson (ed.), *Violence and the State in Suharto's Indonesia*, Ithaca, Cornell University Press, 2001, p. 26. Les éléments d'information concernant le fonctionnement du *Siskamling* sont empruntés à cet article de Joshua Barker. L'inventeur du *Siskamling*, le Chef de la Police Nationale Awaloedin Djamin (1978-1982), en décrit le fonctionnement théorique dans *Pengalaman seorang perwira Polri*, (« Les expériences d'un officier de police »), Jakarta, Sinar Harapan, 1995, pp. 240-245.
[40] Entretiens avec des représentants du syndicat des conducteurs de cyclopousses de Jakarta, mai 1999.
[41] Entretiens avec des membres de l'ONG *Konsortium Kemiskinan Kota* de Jakarta, mai 1999.

Les mouvements de population sont drastiquement limités et minutieusement consignés. Pour quitter son lieu de résidence, le citoyen ordinaire doit au préalable obtenir de la police une autorisation de déplacement ou « lettre de route » qui mentionne l'ensemble des lieux dans lesquels il souhaite se rendre ou qu'il doit traverser pour gagner sa destination finale. Lorsqu'il passe plus de 24 heures dans un quartier qui n'est pas le sien, le visiteur doit se signaler auprès du Chef de Résidence, le *kepala* RW, qui note sur un carnet son numéro de carte d'identité et les raisons de sa venue. Le *kepala* RW transmet son nom aux vigiles et à l'équipe de ronde de nuit. Cette formalité bureaucratique est d'ailleurs souvent superflue : on sait en quelques heures à peine, dans un quartier, qui est l'« étranger » qui vient d'arriver. Le bouche-à-oreille fonctionne à une vitesse impressionnante. Le lendemain de mon arrivée nocturne tardive dans le quartier d'Umbulhardjo, au sud de Jogjakarta, en septembre 2000, tous les gens que je connaissais sont venus partager avec moi une tasse de thé au petit-déjeûner – façon tant de me témoigner leur amitié que de me faire savoir qu'ils avaient été informés des détails de mon arrivée. De fait, le *kampung* n'est jamais laissé sans surveillance. De jour comme de nuit, chaque mouvement « suspect » est épié, jugé, commenté à l'infini par une foule de vigiles, de domestiques et de *kaki lima* (vendeurs ambulants). Dans la rue, les dizaines de personnes assises sur les tréteaux des troquets de bord de route, sirotant un thé ou dégustant une soupe de riz, sont autant de témoins attentifs de la vie sociale, prompts à « rapporter » un fait anormal au poste de sécurité le plus proche. La nuit, devant chacune des luxueuses demeures de fonctionnaires et de riches commerçants, les gardiens (qui sont souvent des militaires arrondissant leurs fins de mois[42]) et les domestiques, tout en jouant aux dominos et en papotant d'un air détaché, scrutent en permanence les faits et gestes des passants. Devant les *malls* (centres commerciaux) où les jeunes des classes moyennes se donnent rendez-vous pour une soirée *karaoke*, les *satpam* et les *hansip* sont postés tous les 20 mètres, matraque à la ceinture.

Tant dans un quartier urbain que dans un village rural, les dispositifs de surveillance sont le produit de l'entrée en conjonction des actions punitives menées par l'appareil d'Etat et des actions préventives et répressives accomplies par les communautés locales. Les *satpam* et les équipes de ronde de nuit prennent en charge les opérations routinières de contrôle d'identité et de protection des biens et des personnes. Mais dès qu'une menace contre le régime se fait jour ou lorsqu'il s'agit de faire exécuter une décision prioritaire des autorités municipales, ce sont les unités militaires et de police spécialisées qui investissent avec pertes et fracas le quartier, au grand effroi de ses habitants. L'arrivée massive des *Arhanud KOSTRAD* ou des escadrons anti-émeute dans un quartier provoque généralement une peur panique, tandis que le cliquetis métallique des rondes de nuit a un effet plutôt rassurant. Il faut garder en mémoire les

[42] Par exemple, le « veilleur de nuit » d'une résidence de Menteng dans laquelle je séjournais en 2002 était un officier quadragénaire des *Kopassus* (les forces spéciales de l'armée de terre), qui avait servi en Aceh au temps des opérations anti-séparatistes de 1989-1992. Il gagnait en une semaine de « gardiennage » l'équivalent de son salaire mensuel (environ 400 000 roupies, soit 45 Euros).

particularités de ces dispositifs de surveillance mi-publics mi-privés pour mesurer toute l'ampleur du danger que constitue, pour l'autonomie de l'appareil d'Etat, la présence en son sein de milices à caractère souvent criminel.

4. LA CRIMINALISATION MILICIENNE DE L'ETAT[43]

4.1. « Agissez comme des lions enragés ! » La révolte des Kamra

Outre les *satpam*, la police et l'armée peuvent également compter sur l'aide des *Kamra*, les membres de la milice de Défense Populaire (l'acronyme *kamra* vient de *Keamanan Rakyat* – nom d'une milice instituée dans les années 1950 par le régime de Sukarno pour reprendre le contrôle des zones rurales de Java tombées aux mains des rebelles islamistes du *Darul Islam*). Les *kamra* sont très souvent appelés *hansip* par habitude de langage, mais leur statut diffère en réalité beaucoup de celui de ces derniers. S'ils sont recrutés par contrat par le ministère de la Défense et théoriquement chargés d'aider les populations en cas de sinistre (inondations, incendies), les *kamra* sont fréquemment utilisés comme une force d'appoint en vue de « sécuriser » les lieux publics[44]. Ainsi, à l'approche des élections de juin 1999, le Général Wiranto, alors Commandant en chef des forces armées, a autorisé, au moyen du Décret n° 56 / 1999, le recrutement de 40 000 *kamra* pour patrouiller les rues des grandes cités afin de « prévenir les troubles sur la voie publique ». On leur avait à cet effet délégué le pouvoir d'effectuer des contrôles d'identité, de procéder à des arrestations et même de mener des interrogatoires. D'après de très nombreux témoins, leur mission, du moins à Jakarta, était clairement de « casser du manifestant », et notamment d'empêcher les militants du PPP et du PDI-P (deux partis d'opposition) d'accéder aux artères du centre-ville. Agés de 18 à 45 ans, formés par l'armée de terre dans les casernes des KOSTRAD, ces *kamra* étaient payés environ 250 000 roupies par mois (35 Euros), plus une prime de 3 500 roupies (0.4 Euros) pour leurs frais de repas et de transport (soit environ moitié moins qu'un simple soldat qui gagne de 450 000 à 600 000 roupies par mois). Selon un journaliste ironique, leur journée de travail se décomposait de la façon suivante : « Durant trois ou quatre heures, ils s'occupent de la circulation. Et le reste du temps, ils bavardent tranquillement entre eux dans les postes de

[43] Sur la notion de "criminalisation de l'Etat", consulter Jean-François Bayart, Stephen Ellis et Béatrice Hibou, *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Paris, Complexe, 1997.

[44] A noter toutefois que depuis le Décret MPR n° 7 du 18 août 2000 qui consacre la séparation (*pemisahan*) de la police et de l'armée (desormais appelée TNI, d'après l'acronyme de *Tentara Nasional Indonesia*), la gestion des *kamra* incombe exclusivement à la police. Cependant, comme la police peut « demander l'aide » de l'armée pour l'aider à restaurer l'ordre public, la TNI conserve une emprise sur les *kamra*.

police »[45]. A l'été 1999, on pouvait voir ces *kamra* partout à Jakarta, et en particulier aux abords du Monument National et du Parlement. Habillés du treillis militaire, armés de longues cannes souples de rotin, ils intervenaient souvent aux côtés des *Brimob* (les Brigades Mobiles de la Police) pour disperser les rassemblements aux abords des bâtiments publics.

En octobre 2000, alors que leur contrat de travail arrivait à expiration deux mois plus tard, plusieurs milliers de ces *kamra* menacèrent ouvertement le gouvernement de mettre leurs villes d'affectation à feu et à sang s'ils n'intégraient pas dans les plus brefs délais l'administration civile ou la police. Leur représentant pour Java, P. D. Prihanto, déclara ainsi : « Si le gouvernement ne fait pas connaître sa décision avant le 20 décembre, agissez comme si vous étiez des lions enragés ! »[46]. Après quelques échauffourrées à Pontianak (au sud-ouest de Kalimantan), où ils finirent par séquestrer le gouverneur, la plupart de ces *kamra* furent recrutés par les administrations et les entreprises locales[47]. Ainsi, à Jakarta, 2 500 d'entre eux furent reversés au Département de la Sécurité Publique[48] et 5 500 affectés à la protection de grandes entreprises comme PT Astra Motors[49]. Le Gouverneur de Jakarta, Sutiyoso, justifia ce recrutement forcé en affirmant que « l'administration municipale a besoin d'un surcroît de personnel pour contrôler les vendeurs ambulants, les prostituées et les chanteurs des rues »[50]. Or la plupart des *kamra* en question étaient issus des grandes bandes criminelles de Medan et de Surabaya. Ils avaient fait leurs classes de voyous dans les quartiers rouges tenus par les barons du crime (ce qu'attestaient les tatouages qu'ils arboraient sur les avant-bras)[51].

L'affaire des 40 000 *kamra* montre comment la main d'œuvre criminelle employée par l'armée et la police dans le cadre des milices civiles acquiert rapidement une base de pouvoir autonome au sein de l'appareil d'Etat. Les *hansip*, les *satpam* et les *kamra* dessinent autour de l'Etat de vastes marches de violence – des « zones grises » où prennent place l'essentiel des transactions entre le monde politique et le monde du crime. On peut se faire une première idée de l'étendue de ces marches, où sévissent en toute impunité les virtuoses de la coercition, en rappelant que le nombre total de *satpam* en Indonésie avoisine les 200 000 (dont 90 000 à

[45] "Kamra members face dissolution", *The Jakarta Post*, 22 octobre 2000. La Police Nationale ou POLRI (*Polisi Republik Indonesia*) est divisée tout au long de la chaîne de commande entre cinq « secteurs opérationnels » : la Sécurité et le renseignement (*Intel-Pam*), l'Investigation criminelle (*Reserse*), les Patrouilles sur la voie publique (*Samapta*), la Régulation du trafic (*Lantas*, de *lalu lintas*) et la Direction de la société (*Bimmas*). Pour un aperçu de l'organisation de la POLRI, consulter *Kepolisian Negara Republik Indonesia*, Jakarta, PT Gramedia Pustaka Utama, 1995.

[46] "Over 1000 Kamra members threaten to run amok", *The Jakarta Post*, 19 décembre 2000.

[47] A Pontianak, 900 *Kamra* prirent d'assaut le bureau du Gouverneur de la Province, Aspar Aswin, pour le forcer à les engager dans la police. "Kamra protest turns ugly in Pontianak", *The Jakarta Post*, 8 décembre 2000.

[48] *Tramtib* est l'acronyme de *ketentreman dan ketertiban*, « Ordre et Tranquillité », qui reprend l'ancienne devise des Indes Néerlandaises Orientales, *Rust en Orde*.

[49] "Government finds jobs for 8 000 Kamra members", *The Jakarta Post*, 30 novembre 2000. Cette information m'a été confirmée par l'un des assistants du gouverneur de Jakarta en février 2002.

[50] "City to hire 300 Kamra members", *The Jakarta Post*, 23 octobre 2000.

[51] Entretiens avec M. Kh., officier de la brigade anti-stupéfiants de Surabaya, septembre 2000. Cet officier, qui a ses entrées dans le quartier rouge de Dolly, affirme avoir appartenu à une célèbre bande de *preman* de Malang avant d'intégrer la police. D'où sa remarquable connaissance de l'univers des gangs urbains.

Jakarta) et celui de *hansip* les cinq millions[52]. Rapporté aux effectifs de l'armée (350 000 hommes) et de la police (250 000 hommes soit un ratio de présence policière de 1 pour 1200), le poids des milices civiles dans le système sécuritaire national est démesuré. L'inventeur du « système de sécurité de l'environnement », l'ancien chef de la Police Nationale Awaloedin Djamin, est le premier à reconnaître que la délégation de prérogatives de maintien de l'ordre aux *hansip* et aux *satpam* constitue un dangereux pis-aller. Mais d'après lui, il est désormais trop tard pour les licencier, car ils ne trouveraient pas d'autre emploi et iraient grossir les rangs des sans-travail-fixe[53]. Le « système de sécurité de l'environnement » remplit donc à présent deux objectifs possiblement contradictoires, puisqu'il vise à compléter le dispositif de sécurité nationale mais aussi à assurer un débouché professionnel aux jeunes hommes des milieux populaires tentés par une carrière dans les métiers de violence. Ce « système » fut en réalité mis au point précisément pour ramener dans le giron de l'Etat les groupes criminels qui sévissaient à la périphérie de l'économie « formelle ».

4.2. Le « Système de sécurité de l'environnement », matrice de la criminalisation de l'Etat et du champ politique

Pour le dire sans détours, ce dispositif avait pour objectif de rationaliser la concurrence entre services sécuritaires de l'Etat et barons du crime sur les marchés de ressources illicites (prostitution, commerce de drogues, extorsion et jeux clandestins). Il visait à créer une véritable structure de « co-gestion » des villes basses en délimitant les territoires de prédation impartis à l'armée, à la police et au milieu criminel. Il s'agissait ainsi de déléguer aux gangs urbains une partie de la mission de surveillance politique. Le premier contingent de *satpam* et de *hansip* formés par la police et l'armée provenait du *Gang X* de Kebayoran Baru, des *Prems* et de *Massa 33*, des gangs violents spécialisés dans l'offre de « protection » aux entreprises[54]. Ces gangs urbains étaient appelés, tant de par l'ampleur de leurs activités que du fait de leur pénétration progressive des marchés légaux de protection des biens et des personnes, « organisations de sécurité privée » (OPS)[55]. L'institution du *Siskamling*, en légalisant le partenariat entre ces gangs et l'armée et la police, eut pour effet paradoxal non de réduire leur rivalité, mais de l'exacerber en proclamant l'identité de nature entre leurs activités. Ce modèle

[52] International Crisis Group, *Indonesia : National Police Reform*, 20 février 2001, p. 8.
[53] Awaloedin Djamin, *Menuju POLRI Mandiri yang Profesional* (« Vers une Police Nationale indépendante qui soit professionnelle »), Jakarta, Yayasan Tenaga Kerja Indonesia, 1999, p. 235.
[54] Joshua Barker, "State of Fear : Controlling the Criminal Contagion in Suharto's New Order", dans Benedict R. O'G. Anderson (ed.), *Violence and the State in Suharto's Indonesia*, Ithaca, Cornell University Press, 2001, pp. 25-26. *Massa 33* était un célèbre gang de Surabaya, opérant tout particulièrement dans le vaste quartier rouge de Dolly où travaillent plusieurs milliers de prostituées. Des dizaines de groupes criminels de moindre importance – et en particulier les bandes de proxénètes des quartiers de Glodok et de Tanah Abang – vinrent grossir les rangs des *satpam*. Les gros bras purent, en somme, enfiler l'uniforme et poursuivre ouvertement leurs activités.
[55] OPS : *organisasi pengamanan swasta*.

d'organisation milicienne des services sécuritaires de l'Etat a eu deux conséquences dramatiques.

En premier lieu, il a accéléré la criminalisation des services de sécurité, c'est-à-dire a favorisé l'importation au cœur des institutions publiques d'un type de comportement criminel. Pour prendre la mesure de ce phénomène, il n'est qu'à se tourner vers les cas de plus en plus fréquents de rixes létales entre policiers et militaires. Unités régulières de l'armée et unités de police tendent de plus en plus à agir exactement comme des gangs : elles exercent une prédation effrénée sur des juridictions devenues territoires de chasse, cherchent à contrôler directement ou indirectement les marchés de ressources illicites, et pour finir s'affrontent à l'arme blanche ou au fusil-mitrailleur. Ainsi les 29 et 30 septembre 2002, à Binjai (près de Medan, à Sumatra), les soldats d'une unité de l'armée de l'air dépendant des Forces de réserve stratégiques (la Linud 100), armés de fusils et de lance-grenades, ont pris d'assaut un poste de police, tuant 7 policiers et 3 civils. D'après les enquêtes journalistiques menées sur place, l'attaque aurait été décidée après que la police ait refusé de libérer un revendeur de drogue qu'elle venait d'incarcérer alors que les militaires le « protégeaient » moyennant le prélèvement d'un pourcentage sur ses ventes[56]. Le 4 mars 2003, les membres d'une garnison de l'armée de l'air stationnée dans l'Est de Jakarta ont incendié un poste de police et tué l'agent de faction pour « venger » l'humiliation subie par l'un des leurs : la moto-taxi d'un membre de sa famille avait été confisquée (*id est* volée) par les policiers[57]. Le fait que les services sécuritaires de l'Etat adoptent des comportements violents propres aux groupes criminels est l'un des effets pervers de la logique de transactions avec le monde du crime instituée par le *Siskamling*.

La seconde conséquence dramatique de l'importation et de l'institutionnalisation d'un modèle milicien au sein de l'appareil d'Etat réside dans la criminalisation continue du champ politique. Il n'est aujourd'hui pas un parti politique qui ne dispose de son propre « service de sécurité », conçu comme un corps paramilitaire. Ces « agents de sécurité », appelés uniment *satgas*, portent des tenues inspirées de l'uniforme militaire (vestes treillis, bérets, chaussures *rangers*, écussons, barrettes de grades) et s'entraînent à la pratique des arts martiaux. Malgré ou à cause de leur sulfureuse réputation, les membres du service d'ordre du mouvement de jeunesse de la *Nahdlatul Ulama* (principale organisation musulmane d'Indonésie), les Banser, ont ainsi été versés par centaines dans les rangs du Parti du réveil national d'Abdurrahman Wahid[58]. Les Banser[59] revendiquent 425 000 membres, mais leur nombre réel est probablement plus proche de la centaine de milliers. La littérature officielle du mouvement présente toujours

[56] Sur cette affaire, lire John Roosa, « Brawling, Bombing and Backing", *Inside Indonesia*, n° 73, janvier-mars 2003, pp. 10-11.
[57] « Airforce to discharge members involved in an attack », *The Jakarta Post*, 6 mars 2003.
[58] Entretien avec M. H. Rofiq, dirigeant de l'ANSOR pour Java Est, février 2003. On trouve une présentation générale des Banser dans la plaquette *Gerakan Pemuda Ansor. Persaudaraan untuk Indonesia* (« Le mouvement de jeunesse de l'ANSOR. Fraternité pour l'Indonésie »), Jakarta, ANSOR, avril 2001.
[59] Acronyme de *Badan ANSOR serba guna*, le « service à tout faire » de l'ANSOR.

les Banser sous l'angle de leurs activités au profit de la collectivité publique, comme l'aide à la population en cas de sinistre et la participation aux travaux de réfection de bâtiments collectifs dans les quartiers défavorisés. Ils sont ainsi dépeints sous les traits laudatifs de « combattants de l'humanité », entièrement dévoués au service de la nation et des petites gens[60]. Interrogés individuellement, les Banser avouent toutefois aisément leur passion pour les arts martiaux offensifs[61], qu'ils cultivent sous la houlette de chefs religieux réputés comme *Gus* Munif et *Kiai* Maksum Jauhari. S'ils n'ont jamais été impliqués dans des activités criminelles, les Banser ont été à l'origine de plusieurs campagnes d'agitation violente, notament lorsque le Président Wahid a été mis à mal par les médias pour des affaires d'adultère et de corruption (ils ont ainsi saccagé les locaux du journal *Jawa Pos* à Surabaya). Quant aux 30 000 « agents de sécurité » du Parti démocratique indonésien-Combat de la présidente Megawati Sukarnoputri, leur réputation de brutalité est bien établie depuis leur participation musclée à la campagne électorale de mai-juin 1999, au cours de laquelle ils « sécurisaient » les lieux de *meeting* matraque en main[62].

CONCLUSION.

LE « SYSTEME DE SECURITE DE L'ENVIRONNEMENT », UN OBSTACLE A LA REFORME DE L'ETAT ?

Si l'Etat-*preman* naquit officiellement avec le *Siskamling* au milieu des années 1980, il possédait déjà une longue histoire, marquée par la dérive criminelle de certains maquis républicains dans les années 1940 puis par l'édification d'un régime autoritaire qui fit du crime sa loi. Le fait que ce système politico-administratif criminalisé prospère à l'ombre du nouveau régime supposément démocratique oblige à s'interroger sur la pertinence des lois de réforme des forces armées votées en 2000 et 2002[63]. De l'avis même des experts civils associés à la réécriture de ces textes, qui fixent les « missions » légitimes de l'armée en matière de sécurité nationale, le silence sur le statut des auxiliaires civils de sécurité grève lourdement toute tentative de professionnaliser le personnel et l'institution militaires[64]. De fait, tant que les *hansip*, les *satpam* et les *kamra* conserveront des prérogatives de maintien de l'ordre, si minimes

[60] Voir par exemple l'opuscule *Riyanto, Pahlawan Kemanusiaan. Profil pengabdian Banser* (« Riyanto, un héros de l'humanité. Portrait d'un serviteur des Banser »), PW GP Ansor Jawa Timur, 2002. Il s'agit d'une plaquette dédiée à la mémoire d'un membre des Banser mort dans l'explosion d'une bombe dans une église de Mojokerto (Java Est) alors qu'il « accomplissait son travail de protection de la veille de nouvel an ». Riyanto y est érigé en martyr et en modèle de « combattant de l'humanité ».
[61] Entretiens avec des membres des Banser de Surabaya, septembre 2000.
[62] Phil King, « Putting the (para)military back into politics », *Inside Indonesia*, n° 73, janvier-mars 2003, pp. 19-20.
[63] Il s'agit des Décrets MPR n° 6 et 7 du 18 août 2000, qui consacrent la séparation des forces de police et des forces armées, et de la Loi n°3 de 2002 révisant la loi de 1959 sur l'état d'urgence.

soient-elles, et tant que les milices politiques garderont les attributs de corps paramilitaires, le marché des professionnels de la violence ne se tarira pas en Indonésie. Les organisations d'auxiliaires civils de sécurité fonctionnent toujours comme matrices d'interactions entre le monde du crime et l'appareil d'Etat. Elles sont le vecteur d'un modèle d'organisation milicienne des institutions publiques et du champ partisan qui fait de l'emploi de la force brute une ressource à part entière de la compétition politique, notamment en période de mobilisation électorale.

Article publié dans la revue *Tiers-Monde*, tome XLIV, n° 174, avril-juin 2003, pp. 323-344.

Romain Bertrand (bertrand@ceri-sciences-po.org) est chargé de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de la Fondation nationale des sciences politiques. Spécialiste de l'Indonésie où il a mené de nombreuses missions, il poursuit aujourd'hui des recherches sur les faits de violence politique à Java. Il a publié en 2002 un essai d'anthropologie du politique : *Indonésie, la démocratie invisible. Violence, magie et politique à Java*, Paris, Karthala.

[64] Entretiens avec Riefqi Muna, Research Center on Peace and Democracy, Jakarta, mars 2002.